



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE D'ÉCULLY

N°2026-076

22 SEPTEMBRE 2026

Date de convocation du Conseil Municipal : 14 septembre 2026

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 33

PRÉSIDENT : Monsieur le Maire

SECRÉTAIRE ÉLUE : Madame Johanna BECKERT

Membres présents : M. Sébastien MICHEL (Maire) ; Mme Nathalie BRUNEAU (Adjointe) ; M. Loïc ALIRAND (Adjoint) ; Mme Émilie ESCOFFIER-CABY (Adjointe) ; M. Jean-Philippe CORDIN (Adjoint) ; Mme Denise MAIGRE (Adjointe) ; M. Jean-Jacques MARGAINE (Adjoint) ; Mme Laure DESCHAMPS (Adjointe) ; M. Christophe MOREL-JOURNEL (Adjoint) ; Mme Isabelle BUSQUET (Adjointe) ; Mme Martine BIARD ; M. Alain PAUTROT ; Mme Géraldine BALLIGAND ; M. Claude LARDY ; M. Vincent RAFFARA ; Mme Marie-Agnès CHALANCON-FERNANDES ; M. Yoann STUCK ; Mme Christelle GERIN-EPELY ; M. Benoît SÉCHET ; Mme Patricia GARCIA ; M. Benoît DESACHY ; Mme Nathalie MAYEN ; Mme Maryse BODDELE ; Mme Nicole COHEN ; M. Gonzague ZIEGLER ; Mme Johanna BECKERT ; M. Jérôme FRANÇOIS ; Mme Nathalie CORNET ; M. Damien JACQUEMONT.

Membres absents ayant donné pouvoir : Mme Nicole BRIAND donne pouvoir à Mme Denise MAIGRE (Adjointe) ; M. Vincent FRIDRICI donne pouvoir à M. Benoît SÉCHET ; M. Jean-Claude MICHEL donne pouvoir à Mme Marie-Agnès CHALANCON-FERNANDES.

Membre absent : M. Émile COHEN

Nombre de présents : 29

Nombre de pouvoirs : 3

Nombre de votants : 32

OBJET : FIXATION DES DURÉES D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

La mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Le champ d'application est défini par l'article R. 2321-1 du code général des collectivités territoriales qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes.

Pour rappel, l'amortissement est la constatation comptable de la dépréciation irréversible d'une immobilisation résultant de l'usage, du temps, de l'évolution technique ou de toute autre cause. Il consiste à répartir le coût d'acquisition du bien sur sa durée probable d'utilisation.

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20260922-DELIB_2026-076-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

Les durées d'amortissement des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- Des frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- Des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée de 5 ans pour les financements de biens matériels et mobiliers et sur une durée de 30 ans pour le financement des biens immobiliers.

Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation. Il est proposé de reprendre les durées d'amortissements en vigueur depuis 2015 sur la Commune d'Ecully :

Nature de l'acquisition ou de l'immobilisation	Durée
Les biens dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000 € TTC	1 an
Logiciels standards (traitement de texte, tableur...)	2 ans
Progiciels « métiers » (paie, comptabilité, ...)	3 ans
Téléphones mobiles / smartphones / tablettes tactiles	3 ans
Matériel de bureau électrique ou électronique	5 ans
Matériel informatique/audiovisuel : ordinateurs et matériels afférents (vidéoprojecteurs, écrans, TBI, matériel de sonorisation)	5 ans
Matériel informatique : réseaux, serveurs et matériels afférents	5 ans
Frais d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, commissions, frais d'actes) en cas d'immeubles productifs de revenus	5 ans
Voitures légères, utilitaires et fourgonnettes	8 ans
Appareils de laboratoires : équipements d'hygiène et salubrité	8 ans
Défibrillateurs	10 ans
Systèmes de vidéoprojecteurs (caméras, enregistreurs)	10 ans
Mobilier	10 ans
Matériel classique et électroménager	10 ans
Équipements culinaires et de restauration	10 ans
Équipements sportifs	10 ans
Bâtiments légers, abris	10 ans
Fonds de concours aux organismes publics	10 ans
Éclairage LED (hors bâtiment)	15 ans
Installations et appareils de chauffage	15 ans
Équipements de garage et ateliers	15 ans
Agencements, aménagements de bâtiments, installations électriques et téléphoniques, aménagements de réseaux électriques et de réseaux informatiques à l'intérieur des bâtiments	15 ans

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20260922-DELIB_2026-076-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

Plantations	15 ans
Panneaux photovoltaïques	15 ans
Autres agencements et aménagements de terrains	20 ans
Appareils de levage – ascenseurs	25 ans
Coffre-fort	30 ans
Construction sur le sol d'autrui	<i>Sur la durée du bail à construction</i>
Subventions d'équipement versées à des tiers	<i>Selon la durée d'amortissement du bien financé, conformément à l'article R. 2321-1 du CGC</i>
Équipements de projection cinéma (projecteur numérique, serveur de projection...)	10 ans
Matériel de sonorisation (enceintes, amplificateurs, consoles...)	10 ans
Équipements scéniques (éclairage de scène, gradateurs, pupitres lumière, rideaux de scène, pendrillons...)	10 ans
Sièges de salle de spectacle ou de cinéma	15 ans

Les biens d'occasion sont amortis sur leur durée résiduelle d'utilisation estimée, déterminée à partir de la durée applicable à un bien neuf de même nature, diminuée de la période déjà écoulée depuis sa première mise en service.

Les immobilisations qui ne relèvent d'aucune des catégories figurant dans le tableau ci-dessus sont amorties selon leur durée probable d'utilisation, déterminée par analogie avec les catégories existantes, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables.

Lors de la cession, de la destruction ou de la réforme d'un bien amortissable, les écritures relatives à la sortie de l'actif et à la reprise des amortissements sont réalisées par le comptable au vu des informations transmises par l'ordonnateur, afin de déterminer la valeur nette comptable du bien.

Conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M57, les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire et calculés au prorata temporis à compter de la date de mise en service de l'immobilisation. En revanche, par dérogation au principe du prorata temporis, les biens de faible valeur, dont le coût unitaire est inférieur à 1 000 € TTC, sont amortis en totalité au cours de l'exercice de leur mise en service.

— — — —

Vu les articles L.2321-2 et R.2321-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2023-100 du 14 novembre 2023 adoptant la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2023-101 du 14 novembre 2023 fixant les durées d'amortissement des immobilisations suite à l'adoption de la M57 ;

La Commission Finances, réunie le 9 septembre 2026 entendue ;

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20260922-DELIB_2026-076-DE
Date de réception préfecture : 05/10/2026

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir délibéré,

A l'unanimité par 32 voix pour,

- Rapporte la délibération n° 2023-101 du 14 novembre 2023 ;
- Approuve l'application de la méthode linéaire ;
- Adopte les durées d'amortissement figurant dans le tableau ci-dessus ;
- Fixe le seuil des biens de faible valeur à 1 000 € TTC et de prévoir leur amortissement intégral l'année de leur mise en service ;
- Retient le calcul des amortissements au prorata temporis à compter de la date de mise en service.

Ainsi délibéré ;

A Écully, 22 septembre 2026

La Secrétaire,



Johanna BECKERT

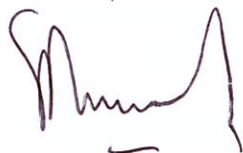
Certifié exécutoire le **- 5 OCT. 2026**

Le Maire,



Sébastien MICHEL

Le Maire,



Sébastien MICHEL